

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 19 – du 8 mai au 15 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : DÉFIS MACROÉCONOMIQUES ET SECTORIELS EN PALESTINE

Au cours d'une présentation sur la situation économique et financière des Territoires palestiniens, le 12 mai 2025, la Banque Mondiale a alerté sur les immenses défis en cours, près de dix-huit mois après le déclenchement de la guerre à Gaza. En 2024, le PIB palestinien a chuté de 27%, marquant la pire contraction économique en une génération. Gaza a été particulièrement touchée, avec une réduction de 83% de son PIB, tandis que la Cisjordanie a enregistré une baisse de 17%. Les restrictions de mouvement, la perte d'accès au marché du travail israélien et l'instabilité budgétaire n'ont contribué qu'à détériorer davantage la situation. La pauvreté a explosé, passant de 29% en 2023 à près de 40% en 2024. La presque totalité des ménages de Gaza vivent dans la pauvreté et dépendent de l'aide humanitaire.

LE CHIFFRE À RETENIR

40%

PART DES ARRIÉRÉS DE
PAIEMENT DANS LE PIB

1. Santé : un système en effondrement. Le secteur de la santé est gravement affecté tant en Cisjordanie qu'à Gaza. En Cisjordanie, les pressions budgétaires ont entraîné une dépendance croissante aux arriérés de paiement: en 2024, plus de 75% des achats de médicaments essentiels, des services hospitaliers et des évacuations médicales ont été financés par des dettes non réglées.

À Gaza, la situation est encore plus critique. Près de la moitié des hôpitaux (49%) et 60% des cliniques ne sont plus fonctionnels. Des épidémies, telles que la polio, réapparaissent, 650 000 personnes nécessitent un suivi pour maladies chroniques, et plus de 25 000 blessés requièrent une chirurgie réparatrice. Pratiquement toute la population présente des besoins en santé mentale. Les autres services sont surchargés et ne peuvent répondre aux besoins les plus élémentaires.

2. Éducation : interruption massive de l'apprentissage. À Gaza, plus de 745 000 élèves et étudiants sont privés d'enseignement depuis le début du conflit. La plupart des établissements scolaires ont été détruits ou endommagés. Les initiatives d'apprentissage temporaire ou à distance demeurent marginales, entravées par les contraintes sécuritaires et logistiques.

En Cisjordanie, les grèves liées aux retards de paiement des salaires des enseignants ainsi que les difficultés croissantes de déplacement, avec la multiplication des check-points, ont compromis l'année scolaire. En 2023/24, les élèves n'avaient cours que deux jours par semaine. Pour 2024/25, l'année a commencé tardivement, avec un recours à l'enseignement à distance dans certaines zones. L'accès physique à plusieurs établissements reste bloqué dans certaines zones sous tension, notamment à Jénine, Tubas et Tulkarem.

3. Énergie : une panne presque totale à Gaza. Le secteur énergétique de Gaza est paralysé : environ 80% des infrastructures ont été détruites ou gravement endommagées depuis octobre 2023. La seule centrale électrique est à l'arrêt, et l'approvisionnement israélien de 120 MW a été suspendu. Gaza connaît un quasi-blackout permanent, affectant les hôpitaux, la distribution d'eau et les systèmes de communication. Les pertes estimées dans le secteur s'élèvent à 500 M USD. La remise en fonctionnement dépend d'un soutien technique et diplomatique international.

4. Sécurité alimentaire : dépendance à l'aide humanitaire. La population de Gaza dépend quasi entièrement de l'aide internationale pour son approvisionnement alimentaire. Entre janvier et mars 2025, 77 000 tonnes de nourriture ont pu être livrées à 1,2 M de personnes, grâce à des trêves temporaires. Toutefois, la fermeture des points d'entrée en mars a interrompu tous les flux d'aide, aggravant l'insécurité alimentaire. Le nombre de camions entrants est en chute libre, et l'agriculture locale est elle-même gravement affectée.

5. Secteur bancaire et financier : instabilité croissante. Le système bancaire palestinien, longtemps considéré comme résilient, est désormais confronté à une instabilité aiguë. La rentabilité des banques a fortement chuté (indicateurs ROA et ROE), surtout à Gaza. Les créances douteuses représentent 5,1% du total des prêts, et les pertes sur liquidités s'élèvent à plus de 200 M USD. En parallèle, les crédits au secteur privé baissent tandis que l'exposition à la dette publique augmente, mettant les banques sous pression.

Les services bancaires sont également affectés par la fragilité croissante des relations avec les banques correspondantes israéliennes. Près de 6,8 Mds USD d'opérations transfrontalières sont menacées (import-export, recettes fiscales, paiements d'utilité publique), ce qui représente près de la moitié du PIB palestinien.

À Gaza, la pénurie de liquidités physiques a accéléré le recours aux paiements numériques : plus de 530 000 portefeuilles électroniques sont actifs. L'infrastructure iBuraq a traité 478 000 transactions au quatrième trimestre 2024. Toutefois, l'adoption reste incomplète, et des efforts sont nécessaires pour intégrer les fournisseurs et grossistes au système.

6. Finances publiques : déficit alarmant et dépendance à l'aide extérieure. Le déficit budgétaire de l'Autorité Palestinienne atteindra 13,4% du PIB en 2025, soit environ 2,3 Mds USD. Les arriérés de paiement dépassent désormais 40% du PIB, et la dette intérieure franchit les seuils réglementaires. Les recettes publiques sont en baisse (3,2 Mds USD prévus en 2025 contre 4,3 en 2023), tandis que les dépenses augmentent sous l'effet de la crise humanitaire. En l'absence d'accès aux marchés internationaux, l'aide extérieure reste la seule source viable de financement.

Service Économique de Jérusalem

ÉGYPTE

1. ENTRETIENS AVEC LE FMI

À l'occasion d'une [réunion](#) avec la mission du FMI conduite par Ivana Vladkova Hollar, le ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur, Hassan El-Khatib, et le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk ont présenté les avancées en matière de réformes structurelles. Le ministre El-Khatib a annoncé le lancement d'une plateforme électronique pour simplifier la délivrance des licences, préfigurant un guichet unique numérique, et a rappelé les efforts en cours pour alléger les redevances administratives et limiter les interlocuteurs publics. Il a également évoqué la mise en place d'unités chargées du désengagement de l'État des activités économiques et de la modernisation de la gouvernance des entreprises publiques. Le ministre Ahmed Kouchouk a insisté sur l'importance d'un cadre législatif stable, soutenant l'adoption rapide des textes en préparation pour renforcer la confiance des investisseurs. La cheffe de mission du FMI a salué l'amélioration des indicateurs économiques et appelé à poursuivre les réformes engagées.

2. HAUSSE SIGNIFICATIVE DES TRANSFERTS DE FONDS DES EXPATRIÉS

Les transferts de la diaspora égyptienne ont atteint 3 Mds USD en février 2025, en hausse de 1,7 Md USD (+131%) par rapport à février 2024, selon les données de la [Banque Centrale d'Égypte](#). Soutenue par les réformes économiques mises en œuvre à partir de mars 2024, notamment l'adoption d'un taux de change flexible et des taux d'intérêts élevés, les transferts de la diaspora égyptienne ont augmenté de 13,7 Mds USD (+72,4%) entre mars 2024 et février 2025, atteignant un total cumulé de 32,6 Mds USD, un niveau supérieur au pic enregistré en juin 2022.

3. NOUVELLE ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION EN AVRIL

[L'inflation urbaine](#) est passée de 13,6% en mars à 13,9% en avril 2025, selon l'agence nationale de statistiques CAPMAS. Il s'agit de la deuxième hausse consécutive, en ligne avec les prévisions des analystes. L'inflation sous-jacente (hors carburants et nourriture) a également progressé, passant de 9,4% en mars à 10,4% en avril. Cette tendance s'explique en partie par la hausse des prix de l'énergie (+6,7%), notamment du carburant, dont le prix a augmenté de 3% dans le cadre de la réduction des subventions introduite par l'Égypte en ligne avec les cibles du programme FMI en cours. Les hausses ont également

concerné les transports privés (+8,6%) et les services de transport (+8,2%). L'inflation des prix des produits alimentaires a reculé à 6% en avril (-0,6%), tout en restant l'un des principaux moteurs de l'inflation globale. Les économistes anticipent désormais une inflation annuelle moyenne de 13,9% en 2025, selon Reuters.

4. FORUM CCE MENA

Un mois après la visite du Président Emmanuel Macron en Égypte, Le Caire a accueilli, du 8 au 10 mai, le [Forum des Conseillers du Commerce Extérieur \(CCE\) de la région MENA](#). Rassemblant 660 personnes, cet événement d'envergure a permis de rappeler le rôle stratégique de l'Égypte, à la confluence de l'Afrique et du Moyen-Orient, ainsi que les mutations économiques profondes à l'œuvre dans la région. Plusieurs thématiques clés ont été abordées, parmi lesquelles l'intelligence artificielle, la cybersécurité, le tourisme, le *nearshoring* et la décarbonation. Le forum s'est tenu en présence de délégations égyptiennes et françaises de haut niveau, témoignant de l'importance accordée au renforcement du dialogue économique entre les deux pays.

Ce forum a permis de mettre en avant les réformes engagées pour renforcer l'attractivité de l'Égypte et consolider la dynamique de l'investissement ainsi que la densité des partenariats entre la France et les pays de la région MENA. Mme Magali Cesena, cheffe du service des Affaires bilatérales et de l'Internationalisation des entreprises à la Direction générale du Trésor, est intervenue pour évoquer les transitions économiques régionales à l'œuvre, notamment depuis le changement de présidence américaine. Mme Sophie Sidos-Vicat, présidente du CNCCEF et M. Benoît Trivulce, directeur général par intérim de Business France ont réaffirmé l'engagement de l'équipe France en faveur du renforcement des partenariats économiques et leur confiance dans le dynamisme et le potentiel de cette région. À ce titre, plus de 300 décideurs ont participé à des rencontres B2B inscrites au programme du forum, illustrant la vitalité des relations économiques entre la France et la région MENA.

5. DÉPLOIEMENT D'UNE NOUVELLE UNITÉ FSRU

La société norvégienne *Höegh Evi* a conclu un contrat de dix ans avec l'entreprise publique égyptienne EGAS pour déployer une [nouvelle unité flottante de stockage et de regazéification \(FSRU\)](#), le *Höegh Gandria*, à Aïn Sokhna (mer Rouge) au T4 2026. Cette unité, dotée d'une capacité de regazéification de 1 000 M de pieds cubes standard par jour (mmscf/j),

viendra remplacer le *Höegh Galleon*, actuellement en service depuis juillet 2024 dans le cadre d'un contrat temporaire qui expirera en 2027. Ce nouvel accord représente le deuxième contrat d'affrètement signé par EGAS, après celui conclu avec la société américaine *New Fortress Energy* pour la location de l'unité *Energos Eskimo* (capacité de 750 mmscf/j), dont la mise en service à Aïn Sokhna est prévue pour le second semestre 2025. Ces annonces interviennent alors que l'Égypte a été contrainte de reprendre massivement les importations de GNL depuis juillet 2024. Dans un contexte de chute de la production domestique, ces dernières ont atteint un volume record depuis 2018 (2,78 Mt importées sur l'année), une tendance qui devrait nettement s'accroître sur l'année 2025. La conclusion de contrats de long terme pour des unités de regazéification indique que les autorités égyptiennes anticipent devoir recourir durablement aux importations de GNL. ([cf. MEES n° 17](#))

6. SIGNATURE D'UN ACCORD D'EXPLOITATION ENTRE SCZONE ET AD PORTS

Le 4 mai, la Zone Économique du Canal de Suez (SCZone) et le groupe émirien AD Ports ont signé, en présence du Premier Ministre égyptien Mostafa Madbouly, [un accord](#) de concession de longue durée (50 ans) pour le développement et l'exploitation de la zone industrielle et logistique «East Port Said», située à l'entrée du Canal de Suez. La première phase du projet bénéficiera d'un investissement estimé à 120 M USD sur trois ans. Sa mise en œuvre, en partenariat avec la branche construction du groupe égyptien Hassan Allam, devrait débuter d'ici la fin de l'année 2025. Le groupe renforce sa présence en Égypte après avoir conclu en décembre 2024 un partenariat avec Hassan Allam pour la construction et l'exploitation d'un terminal polyvalent à Safaga, en mer Rouge, d'un montant de 200 M USD. La même année, AD Ports a signé deux accords de concession avec la SCZone pour l'exploitation d'un terminal roulier et d'un terminal de croisière à Aïn Sokhna.

IRAK

1. BAISSÉ DES RÉSERVES DE LA BANQUE CENTRALE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025

Les réserves de la Banque Centrale d'Irak (BCI) ont diminué de 2,2% sur les trois premiers mois de l'année 2025, passant de 99,5 Mds USD à 97,3 Mds USD. Comparées à leur niveau de mars 2024 (108,2 Mds USD), elles enregistrent une baisse de 10%. Ce recul s'explique principalement par la détérioration de la balance courante, elle-même liée à la baisse des cours

du pétrole amorcée en 2024. A l'inverse, le rebond des revenus pétroliers en 2022, sous l'effet de l'augmentation du prix moyen du baril exporté (95 USD en 2022 contre 67 USD en 2021) avait permis une forte baisse de la dette publique (39% du PIB fin 2022 contre 72% en 2020) et une reconstitution des réserves de change (97 Mds USD en 2022 contre 54 Mds USD en 2020), atténuant à court terme les risques macroéconomiques. Une baisse durable des prix du pétrole, accentuée par les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, et la poursuite de la politique budgétaire actuelle risquent de faire fondre les réserves de la Banque Centrale à environ 30 Mds USD d'ici 2029 d'après le FMI.

2. NOUVEAU PROJET INDUSTRIEL DANS LA PROVINCE D'AL MUTHANNA

Le conglomérat multisectoriel IVI/Shamara Holding Group, a signé un contrat EPC (ingénierie, fournitures des équipements et construction) avec l'entreprise chinoise Sinoma Overseas Development pour la construction d'une cimenterie d'une capacité de production de 6 000 tonnes de ciment par jour dans la province d'Al-Muthanna. Ce projet, d'un montant de 240 M USD, s'inscrit dans une stratégie industrielle plus large annoncée en avril par le Premier Ministre Mohammed Al-Soudani comprenant six grands projets industriels pour un montant total de 1,2 Md USD. Le développement d'infrastructures locales est un levier important pour la diversification de l'économie irakienne fortement dépendante des activités pétrolières.

IRAN

1. PROJETS À COURT TERME DU SECTEUR PÉTROLIER

La 29^{ème} édition de l'*Iran Oil Show*, qui s'est tenue à Téhéran du 8 au 11 mai, a donné l'occasion aux principaux acteurs de la filière de rivaliser d'annonces. Indépendamment de la crédibilité inégale des projets annoncés, ces prises de parole traduisent un consensus sur l'urgence d'enrayer le déclin d'un secteur pétrolier lourdement pénalisé par le sous-investissement et les sanctions internationales. Aussi le programme de la cérémonie d'ouverture du salon était-il conçu pour que chacun des orateurs puisse mettre en lumière sa contribution au redressement engagé. Mohsen Pahnezhad, Ministre du pétrole, a confirmé que le Fonds National de Développement contribuerait cette année aux investissements pétroliers à hauteur de 10 Mds\$ et que l'accord de swap gazier entre le Turkménistan et l'Iran - qui doit permettre à ce dernier d'honorer ses engagements de livraison de gaz à la Turquie -

produisait déjà ses effets. Hamid Bovard, Directeur Général de NIOC, a confirmé la prochaine exploitation des champs gaziers de Gordan et Pazan par Bakhtar Group, Petrofarhang Holding et Hana Energy, auxquels a été accordée une concession de 20 ans. Le Directeur général de NPC (la compagnie nationale de pétrochimie), Hasan Abbaszadeh, prévoit que l'exercice budgétaire en cours (mars 2025-mars 2026) verra la production pétrochimique du pays dépasser les 83 Mt, dont 35 Mt seront exportées et que 16 unités de production seront inaugurées dans les 12 mois qui viennent, pour un investissement cumulé de 6 Mds\$. Mis en difficulté par la pénurie croissante de carburant automobile, Mohammadsadegh Azimifar, Directeur général de la Compagnie nationale de raffinage et de distribution NIORDC, a annoncé la construction de deux unités de raffinage de petite taille (60.000 barils/jour pour une production nationale avoisinant les 2,5 Mb/j) et le prochain démarrage d'une nouvelle unité de traitement du kérosène sur son site d'Ispahan. Directeur général de POGC, la compagnie nationale chargée de l'exploitation du champ gazier de South Pars (70% de la production gazière du pays), Tooraj Dehghani ambitionne de porter cette année de 706 Mm³/j à 716 Mm³/j la production du site grâce à une montée en puissance des plateformes de compression. Enfin, les dirigeants d'ICOFC et de Khazar E&P Company, Peyman Imani et Mohammad Hossein Daneshfar, ont respectivement annoncé une hausse de production de 13000 barils/jours sur les sites d'exploitation du centre du pays et le démarrage imminent de l'exploration des basses eaux de la mer caspienne.

2. L'INFLATION À 41,4% EN AVRIL SELON LA BCI

À l'occasion du colloque monétaire et des changes, le gouverneur de la Banque Centrale d'Iran (BCI) a rendu publique sa propre estimation de l'inflation pour la première fois depuis 3 ans. La BCI estime que l'inflation, en moyenne annuelle et en glissement annuel, s'est élevée respectivement en avril à 36,4% et 41,4% - contre 33,2 % et 38,9 % selon le Centre national des statistiques. Le gouverneur impute la hausse de l'inflation globale à la hausse des prix des biens importés, du fait du remplacement du taux de change administré NIMA II par le marché de gré à gré entre importateurs et exportateurs, déprécié par rapport au premier. À ce jour, seul le CNS était habilité à communiquer les chiffres de l'inflation.

3. APPROBATION DE LA CONVENTION DE PALERME SOUS CONDITIONS

Le Conseil de discernement de l'Iran a annoncé qu'il acceptait d'adhérer à la Convention de Palerme

(lutte contre le blanchiment), dans la limite « *de la Constitution et des lois nationales* ». Cette avancée intervient malgré une forte opposition de plus de 150 parlementaires de la « ligne dure ». Le Conseil a également confirmé que les discussions visant à approuver la Convention CFT (contre le financement du terrorisme) se poursuivraient. L'adoption de ces deux conventions fait partie des conditions requises par le GAFI pour envisager, à terme, de sortir l'Iran de sa liste noire. Pour mémoire, le Conseil de discernement est la dernière instance juridique avant une adoption définitive.

ISRAËL

1. ETORO RÉUSSIT SON INTRODUCTION À LA BOURSE DE NEW YORK

La plateforme de courtage en ligne israélienne eToro a réalisé son introduction à Wall Street mardi dernier, sous le symbole ETOR. Le cours d'introduction valorise l'entreprise à 4,3Mds USD, soit 10% de plus que son objectif initial. Le cours de l'action a terminé sa première journée sur le Nasdaq en hausse de 28,85% (à 67 USD), pour une capitalisation boursière de 5,4 Mds USD. Avec cette opération, eToro a levé 620 MUSD auprès d'un éventail d'investisseurs institutionnels américains, dont BlackRock. Il s'agit de la plus grande introduction en bourse d'une compagnie israélienne depuis Mobileye en 2022.

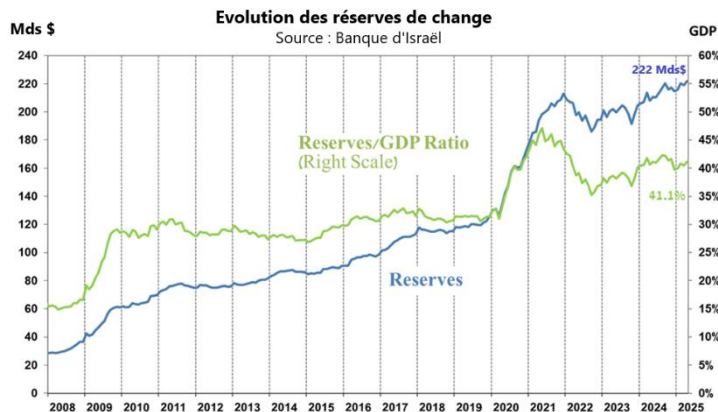
2. LE PLAN DU DERNIER TRONÇON DE LA LIGNE M1 DU MÉTRO DE TEL AVIV APPROUVÉ

Le Comité interministériel des infrastructures (sous la présidence du Ministre des Finances) a approuvé en début de semaine le Plan 101C, qui marque l'achèvement de la phase de planification du réseau de métro dans la zone métropolitaine de Tel Aviv (Gush Dan), malgré l'opposition de la ministre des Transports. Ce comité a notamment confirmé la localisation d'un dépôt à Kfar Saba, malgré les objections de la municipalité. Le tronçon approuvé s'étend sur environ 28 km et reliera Kfar Saba et Ra'anana au centre de la zone métropolitaine. Parallèlement à l'avancement de la planification, le ministère des Transports a déjà transféré plus d'un milliard de shekels pour démarrer les travaux préparatoires, sous la supervision de l'Autorité métropolitaine.

3. LES RÉSERVES DE CHANGE DE LA BANQUE D'ISRAËL ATTEignent UN NIVEAU RECORD

Les réserves de la banque centrale à fin avril ont atteint 222 Mds USD (41,1% du PIB), en augmentation de 7,5 Mds depuis le début de l'année. Cette hausse

continue intervient en dépit de l'annonce en octobre 2023, au début de la guerre, d'un plan de vente de 30 Mds USD pour soutenir le shekel. La Banque d'Israël n'a vendu finalement que 8,5 Mds pendant la guerre, pour l'essentiel en octobre et novembre 2023.



JORDANIE

1. ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE AVEC LES EAU

L'accord de partenariat économique signé entre la Jordanie et les Émirats Arabes Unis au mois d'octobre 2024 est entré en vigueur le 15 mai 2025. Cet accord devrait permettre une réduction des barrières au commerce existantes (droits de douanes, reconnaissance des certificats et des normes, protection des droits de propriété intellectuelle, etc.) et une hausse du commerce bilatéral de 5,6 Mds USD en 2023 à 8 Mds USD d'ici 2032.

2. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA CBJ

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change ont atteint 22,02 Mds USD fin mars 2025, contre 21,01 Mds USD fin décembre 2024, ce qui représente une hausse +4,8%. Selon les données de la CBJ, les réserves actuelles sont suffisantes pour couvrir 8,5 mois d'importations de biens et de services en Jordanie, contre 8,2 mois fin décembre 2024.

LIBAN

1. HAUSSE DE 30% DES RECETTES DOUANIÈRES EN 2024

Les recettes publiques collectées pour le compte des Douanes ont atteint l'équivalent de 549,6M USD (49184 Mds LBP) en 2024, enregistrant une hausse de 30% par rapport à 2023. Ces recettes représentent près de 13% des recettes publiques totales. Pour mémoire, les recettes fiscales et non-fiscales collectées par le Trésor Public en 2024 ont totalisé 366 000 Mds LBP.

La modernisation de gouvernance (structurelle, informatique et opérationnelle) des douanes libanaises pourraient permettre une augmentation significative de ses recettes.

La France est de longue date engagée auprès des Douanes libanaises, et plus particulièrement depuis l'explosion survenue sur le port de Beyrouth le 4 août 2020, qui avait sérieusement endommagé les capacités opérationnelles et informatiques des douanes libanaises. Outre les actions précédentes (don d'un scanner, paiement des redevances Asycuda, mobilisation d'une expertise perle pour la remise en état du centre informatique douanier...), la France a mobilisé la communauté internationale, dans le cadre du fonds multi bailleurs LFF (Lebanon Facility Fund), afin d'assurer le financement d'un don de 2 M USD nécessaire pour la mise en place d'un nouveau système informatique douanier. Ce projet est en cours de mise en œuvre par les équipes de la Banque mondiale et des douanes libanaises.

SYRIE

1. LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN TRUMP S'ENGAGE À LEVER LES SANCTIONS PESANT SUR LA SYRIE

Lors d'un déplacement le mardi 13 mai en Arabie Saoudite, le président américain Donald Trump a annoncé la levée des sanctions contre la Syrie, à la demande du Prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane et du Président turc Recep Tayyip Erdogan. D. Trump s'est engagé à mettre fin à un régime de sanctions strict qui a fortement affaibli l'ancien régime de Bachar Al-Assad en décembre dernier, mais a également eu des conséquences négatives très importantes sur l'économie syrienne et isolé le pays du reste du monde. Le Président s'est

entretenu par la suite avec Ahmed Al-Sharaa ainsi que Mohamed Ben Salmane, et R.T. Erdogan le 14 mai, dans une rencontre qualifiée d'historique.

Le calendrier d'application de cette décision demeure à ce stade incertain. Il existe également de fortes incertitudes sur le champ des décisions et sanctions qu'il souhaite lever, alors que certaines mesures relèvent du Congrès américain.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE LANCE DE NOUVEAUX PROJETS POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES

Le Ministère palestinien de l'Industrie a lancé trois projets visant à soutenir les PME et renforcer les capacités industrielles, en partenariat avec l'ONUDI (Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel) et avec l'appui de l'Union Européenne, de l'Italie et du Japon. Le projet « Industrie verte en avant » promeut un modèle circulaire dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'emballage et du marbre, au profit de 50 entreprises. Il est financé par l'UE et mis en œuvre jusqu'en 2028. Le second projet, financé par l'Italie, prévoit la création d'un village industriel de production de chaussures à Hébron, utilisant des énergies durables. Enfin, le projet de "relance industrielle", financé par le Japon, vise à activer le centre PalPro à Jéricho pour fournir des services de conseil aux entreprises afin d'améliorer la gestion, réduire les coûts énergétiques et renforcer la compétitivité. Ces initiatives traduisent une volonté internationale de soutenir l'innovation, la durabilité et la résilience de l'économie palestinienne face à une crise prolongée.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI/WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI/WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI/WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI/WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI/WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI/WEO	91	43	37	68	96	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,6	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	47,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr